

GENRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN EDUCATION : DEFIS ET PERSPECTIVES POUR LES FEMMES CHERCHEUSES EN AFRIQUE CENTRALE CAS DU TCHAD

Hamidé ABRAS RAHMA

Ecole Normale Supérieure de N'Djamena, hamideabras@gmail.com

Résumé

La sous-représentation des femmes dans la recherche éducative en Afrique centrale, particulièrement au Tchad, révèle des inégalités systémiques. Seulement 3,4% des professeurs titulaires tchadiens sont des femmes, et leur part dans l'enseignement supérieur stagne à 11%. Cette marginalisation s'explique par des barrières structurelles marquées par l'absence de crèches universitaires, les financements précaires (8% des projets féminins financés), la mobilité internationale contraignante ; des normes socio-culturelles (double journée de travail (les femmes assument 80% des tâches domestiques), mariages précoces (41% avant 18 ans), et stéréotypes coloniaux limitant l'accès aux STIM ; des résistances épistémologiques liées à l'hégémonie des théories occidentales et perception des études de genre comme un "féminisme importé" (Sénégal, Tchad). La méthodologie utilisée est axée sur la collecte, le traitement et l'analyse des données issues de plusieurs sources. Il ressort que des initiatives transformatrices émergent et qu'il est important de souligner comme Yeny Rivas, "Éduquer à l'égalité est la clé d'une éducation de qualité". Le Tchad démontre que transformer les défis en leviers de justice cognitive est possible par l'action synchronisée des États, de la société civile et des réseaux panafricains.

Mots clés : *femmes, recherche, enseignement supérieur, Tchad*

Gender and scientific research in education: challenges and prospects for women researchers in central africa: the case of chad

Abstract

The underrepresentation of women in educational research in Central Africa, particularly in Chad, reveals systemic inequalities. Only 3.4% of Chadian full professors are women, and their share in higher education stagnates at 11%. This marginalization is explained by structural barriers marked by the absence of university nurseries, precarious funding (8% of funded women's projects), restrictive international mobility; socio-cultural norms (double workday (women assume 80% of domestic tasks), early marriages (41% before the age of 18), and colonial stereotypes limiting access to STEM; epistemological resistance linked to the hegemony of Western theories and the perception of gender studies as "imported feminism" (Senegal, Chad).

The methodology used focuses on collecting, processing, and analyzing data from multiple sources. Transformative initiatives are emerging, and it is important to

emphasize, as Yenry Rivas has noted, "Educating for equality is the key to quality education." Chad demonstrates that transforming challenges into levers for cognitive justice is possible through the coordinated action of governments, civil society, and pan-African networks.

Keywords: *women, research, higher education, Chad*

Introduction

L'Afrique centrale, région marquée par une diversité culturelle et des défis socio-économiques complexes, présente des dynamiques paradoxales en matière de recherche scientifique. Si la recherche en éducation est un levier essentiel pour le développement, elle reste profondément inégalitaire dans sa représentation du genre. Le Tchad est un pays enclavé et cinquième pays plus vaste d'Afrique, illustre avec acuité ces disparités : les femmes y constituent à peine 7% des enseignants-chercheurs et occupent moins de 4% des postes des professeurs titulaires (Djimouko S. 2024). Cette sous-représentation n'est pas qu'un enjeu statistique ; elle reflète des barrières structurelles historiques, des normes socio-culturelles contraignantes et des défis épistémologiques spécifiques au contexte postcolonial.

L'Afrique centrale enregistre certains des indices de parité les plus bas en recherche scientifique. Dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM), la proportion de femmes chercheuses dépasse rarement 15%, avec des écarts criants au Tchad (moins de 10%), au Congo et en Guinée (UNESCO, 2025). Cette marginalisation s'ancre dans un héritage éducatif dual :

- Colonial, où l'éducation des femmes était souvent cantonnée aux compétences ménagères;

- Post-indépendance, où les politiques d'accès à l'enseignement supérieur n'ont pas suffisamment corrigé les biais systémiques.

L'analphabétisme féminin reste un frein majeur : en Afrique de l'Ouest et centrale, les femmes représentent 2/3 des analphabètes, et 33% des filles ne terminent pas le primaire. Au Tchad, ce déficit est exacerbé par des conflits géopolitiques récurrents et une pauvreté endémique.

Cet article analyse les défis structurels et les leviers d'émancipation des femmes chercheuses en éducation en Afrique centrale, en prenant le Tchad comme étude de cas pivot. Trois axes guideront notre réflexion : le diagnostic chiffré de la sous-représentation féminine ; l'analyse critique des barrières et des initiatives innovantes ; les recommandations politiques pour une recherche inclusive, s'appuyant sur des réseaux panafricains

Le Tchad, par ses réformes récentes, incarne un laboratoire de solutions où l'agenda 2030 pourrait prioriser la mutualisation des expertises et le financement pérenne de la recherche féminine. Comme le rappelle Yenry Rivas, ministre

salvadorienne : <<Si nous n'éduquons pas à l'égalité [...] nous n'aurons jamais une éducation de qualité>>.

1. Méthodologie

Pour mener à bien cette étude, nous avons exploité les sources documentaires dans les principales bibliothèques et en ligne. Cette recherche a permis d'avoir une vue d'ensemble sur le concept genre et l'enseignement supérieur, surtout dans le contexte tchadien. Les entretiens avec quelques autorités concernées ont également eu lieu afin d'approfondir la recherche.

2. Résultats

2.1. État des lieux : une sous-représentation systémique des femmes chercheuses en Afrique centrale

2.1.1. En Afrique centrale

Selon STIM, il y a moins de 15% de chercheuses en sciences exactes et technologies. La représentation des femmes en STIM s'impose comme une nécessité qui s'inscrit dans le prolongement des politiques dans de nombreux pays pour promouvoir l'égalité de genre, un des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 de l'Organisation des Nations Unies. Le Commonwealth définit également l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles comme une de ses priorités de longue date. L'autonomisation économique des femmes repose sur différents axes, dont l'accès à l'éducation et à la formation, l'amélioration des droits au travail, l'accroissement des opportunités économiques et l'inclusion dans des postes à haute responsabilité. Malgré leur participation croissante au monde du travail, la ségrégation professionnelle perdure. Les métiers à prédominance féminine sont traditionnellement moins valorisés, moins bien rémunérés et souvent plus précaires.

En ce qui concerne le décrochage scolaire, 33% des filles ne terminent pas le primaire, réduisant le vivier de futures chercheuses. Il y a un problème de décrochage scolaire féminin qui réduit le nombre de futures scientifiques, mais un tel pourcentage de 33% de filles ne terminant pas le primaire n'est pas spécifié et pourrait provenir de contextes géographiques spécifiques, comme le Bénin où le taux d'abandon lors de la transition primaire-secondaire est élevé. Les facteurs du décrochage incluent les mariages précoces, les grossesses, le travail domestique et la pauvreté, qui affectent particulièrement les filles et leur capacité à poursuivre des études supérieures, même dans des pays où le taux général de décrochage a diminué, comme la France

L'Afrique centrale consacre seulement 2.9% de son PIB à l'éducation (contre 6.6% en Afrique australe), limitant les bourses et infrastructures de recherche. L'Afrique centrale alloue seulement 2.9% de son PIB à l'éducation, un taux nettement inférieur à celui de l'Afrique australe (6.6%), ce qui entraîne un sous-

financement des bourses d'études et des infrastructures de recherche, entravant ainsi le développement du savoir et de l'innovation dans la région.

L'absence de programmes spécifiques pour les femmes dans la recherche éducative, contrairement à l'initiative GEST (7.3 millions \$) du CRDI en Afrique de l'Ouest. L'absence de programmes spécifiques pour les femmes en recherche éducative, comparée à des initiatives comme GEST du CRDI en Afrique de l'Ouest, souligne un manque de soutien ciblé et de ressources pour l'égalité de genre dans ce secteur. Cette situation peut être due à des facteurs comme le manque de financement, la faiblesse de la coordination, et une ignorance des besoins spécifiques des femmes marginalisées, ce qui entrave leur participation et leur contribution à la recherche éducative. Les femmes sont souvent désavantagées dans la recherche éducative, n'ayant pas les mêmes opportunités que leurs homologues masculins en raison d'un manque d'investissements et de soutien. Sans programmes ciblés, les problèmes et les perspectives uniques des femmes dans la recherche éducative ne sont pas pris en compte, limitant leur impact et leur développement professionnel. L'absence de soutien spécifique peut affaiblir la recherche en éducation en ne mobilisant pas pleinement les compétences et les perspectives diverses des femmes.

2.1.2. Au Tchad

Plusieurs facteurs sont responsables de cette situation. Dans la hiérarchie académique du genre au Tchad, seulement 3 femmes professeures titulaires (3.4% des postes), contre 87 hommes. Il y a aussi les recrutements : 11% de femmes parmi les 2 700 enseignants-chercheurs, avec une concentration dans les grades inférieurs (maîtres-assistantes et assistantes) (Ministère de l'Enseignement Supérieur, 2023).

Dans la formation doctorale, en 2023, seulement 8 femmes ont soutenu une thèse sur 47 doctorants (Djimouko S., 2024).

Les bourses doctorales françaises (ex.: Ambassade de France au Tchad) imposent une mobilité hors du pays (6 mois/an pendant 3 ans), excluant les femmes incapables de quitter leur famille. Enfin, les femmes chercheuses assument souvent des rôles administratifs (ex.: DGA, SGA, Vice Doyenne, coordinatrices) sans réduction de leur charge d'enseignement, freinant leur production scientifique.

Tous ces facteurs ne permettent pas une émancipation de la femme dans l'enseignement supérieur.

2.2. Obstacles structurels et socio-culturels pour les femmes chercheuses en Afrique centrale

2.2.1. Freins institutionnels

Malgré la loi sur la parité (2018) instaurant des quotas de 30%, <10% des postes décisionnels dans les universités tchadiennes sont occupés par des femmes. Cette inapplication s'explique par l'absence de sanctions, le manque de candidates qualifiées (lié à la sous-scolarisation des filles), et l'insuffisance de mécanismes d'accompagnement (Banque mondiale, 2024).

Les bourses doctorales (ex.: programmes français) imposent une mobilité internationale contraignante (6 mois/an hors du Tchad), excluant les femmes responsables de familles. Seuls 8% des projets scientifiques portés par des femmes sont financés, contre 34% pour les hommes. Seuls 12% des travaux sur l'éducation au Tchad abordent les inégalités filles-garçons, par manque de financements dédiés. Absence de crèches universitaires, de bureaux sécurisés et de latrines réservées aux femmes, limitant leur présence continue sur les campus.

2.2.2. Normes socio-culturelles et tradition

Les chercheuses assument 80% des tâches domestiques (IRD 2024), réduisant leur temps de recherche. Cette charge invisible n'est ni reconnue ni compensée institutionnellement (Djimouko S., 2024).

L'image coloniale de la femme dédiée aux "compétences ménagères". Dans les STIM, <10% des étudiantes suivent des cursus d'ingénierie, perçus comme "masculins". Les mariages précoces et pression familiale : 41% des Tchadiennes sont mariées avant 18 ans (ONU 2025), interrompant leurs études. Les veuves ou divorcées font face à des ostracismes limitant leur mobilité académique (UNESCO, 2024).

2.2.3. Défis épistémologiques et académique

Les concepts féministes eurocentrés (ex.: "travail domestique") ignorent les réalités africaines de solidarité communautaire, menant à des résistances locales. Au Sénégal et au Tchad, les études de genre sont taxées de féminisme importé (El Aroui, 2023).

Sur 24 lauréats tchadiens aux Palmes Académiques (2025), aucune femme en STIM n'a été primée, reflétant un biais dans l'attribution des distinctions (UNESCO, 2024).

Les chercheuses sont beaucoup sollicitées pour des rôles administratifs (rectrices, coordinatrices) sans réduction de leur charge d'enseignement, entravant leur production scientifique.

2.3. Recommandations prospectives

"L'autonomisation des chercheuses exige une rupture avec les héritages coloniaux, les plafonds de verre institutionnels et les biais épistémologiques" (Gaëlle Gillot, IRD 2024). Ces obstacles interconnectés appellent des solutions synchronisées, combinant volontarisme politique, réforme éducative et révolution culturelle (Djimouko S., 2024).

Les politiques inclusives sont les suivantes.

Il faut conditionner les financements publics à l'application des quotas de 30%, avec des fonds dédiés aux bourses doctorales non-mobiles. La condition pour les financements publics serait l'application de quotas de 30 % dans l'allocation de fonds, avec une part spécifiquement réservée aux bourses doctorales pour les doctorants non-mobiles, selon la source référencée.

Il est aussi important de créer des crèches universitaires et des espaces de coworking sécurisés. La mise en place d'une structure juridique, comme une SASU, la réalisation des aménagements et le respect des normes sont également cruciales. Le projet peut s'inspirer de modèles existants comme ceux qui combinent crèche et coworking pour les parents.

La transformation culturelle peut s'expliquer d'une part la révision des manuels scolaires pour éliminer les stéréotypes, avec l'appui de l'UNESCO et de l'initiative GEST. Pour lutter contre les stéréotypes et promouvoir l'égalité, l'UNESCO, à travers des initiatives comme l'initiative GEST, soutient la révision des manuels scolaires afin d'éliminer les représentations déformées et les stéréotypes négatifs. Cette démarche, essentielle pour un enseignement inclusif, nécessite l'identification et la suppression de ces biais afin de garantir que le matériel pédagogique reflète une vision plus juste et égalitaire de la société. Il faut d'abord examiner les manuels scolaires pour repérer les stéréotypes de genre ou autres représentations qui déforment la réalité et perpétuent des inégalités. Cela passe aussi par la révision des contenus. Une fois les stéréotypes identifiés, il faut les éliminer ou les reformuler pour créer des contenus plus équitables et représentatifs de tous. Enfin, il y a aussi l'utilisation d'outils pédagogiques. Au-delà des manuels, l'art et d'autres supports peuvent être utilisés pour aborder les questions de genre et encourager une réflexion critique chez les élèves, favorisant ainsi une vision inclusive de la société.

Un autre élément est la sensibilisation des leaders religieux via des ateliers co-organisés par l'Observatoire du Genre du Tchad.

Il y a aussi la reconnaissance épistémique qui passe par la promotion des cadres théoriques hybrides (ex.: analyse décoloniale de Fatou Sow), en finançant des revues scientifiques locales en open access (.

Il est aussi important d'intégrer les études de genre dans les curricula, via des co-tutelles sud-sud (ex.: réseau tchado-camerounais).

La pérennisation des financements passe par l'alignement des fonds nationaux sur le modèle FSPI (renouvelé jusqu'en 2027) via des appels dédiés aux études de genre (Djimouko S., 2024). Et aussi, le conditionnement de l'aide internationale à l'application des quotas de 30% dans les comités scientifiques est aussi à encourager.

Un aspect important est le décloisonnement de l'excellence par la création des chaires mixtes associant sciences dures et sciences sociales (ex.: agroécologie + sociologie du genre), inspirées du laboratoire REHABS, l'intégration des langues locales dans les Mooc de l'EO Africa Space Academy pour toucher les chercheuses non-francophones (UNESCO, 2023).

Enfin, faire de la COP29 (Bakou, 2024) un levier pour financer les recherches féminines sur "genre-climat-éducation" (CRDI, 2024).

Conclusion

La situation des femmes chercheuses en éducation en Afrique centrale, illustrée par le cas emblématique du Tchad, révèle une tension profonde entre des défis structurels persistants et des dynamiques transformatrices émergentes. Malgré une sous-représentation systémique (seulement 3,4% de professeures titulaires), aggravée par des obstacles socio-culturels (double journée de travail, stéréotypes coloniaux) et épistémologiques (hégémonie des cadres théoriques occidentaux), des leviers de changement concrets se déploient : l'Observatoire du Genre tchadien et le fonds FSPI soutiennent 200 enseignantes-chercheuses. Ces avancées, bien que fragiles, dessinent une feuille de route pour l'autonomisation scientifique : appliquer strictement les quotas de 30%, pérenniser les financements hybrides, et ancrer les épistémologies locales. Comme le souligne Yeny Rivas, <<éduquer à l'égalité est la clé d'une éducation de qualité>>. L'agenda 2030 doit faire de l'Afrique centrale, avec le Tchad comme laboratoire, un écosystème où le genre ne sera plus un plafond de verre, mais un levier de justice cognitive.

Références bibliographiques

Djimouko, S., & Gillot, G. (dir.) (2024). Les femmes dans l'Enseignement supérieur et la Recherche au Tchad. IRD Éditions. - ISBN: 978-2-7099-3024-6 (papier), 978-2-7099-3026-0 (ebook).-Accès: [Librairieenligne del'IRD] (<https://books.openedition.org/irdeditions/61009?lang=en>).

UNESCO (2025). Ce qu'il faut savoir sur les défis de l'Afrique dans les STIM.

Contenu* : Analyse des disparités de genre dans les sciences exactes.

CRDI (2024). Initiative Genre dans les STIM (GEST). Focus : Financement de recherches sud-sud sur le leadership féminin.

El-Aroui, M. A. (2023). Dynamiques et écosystèmes de la publication scientifique en Afrique. Global Africa Sciences. Disponible : [GA Sciences] (<https://www.globalafricasciences.org/numero-07/art-07-04-fr>) .

Banque mondiale (2024). Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de femmes scientifiques en Afrique. Focus : Programme RSIF et mentorat.

Le Monde Afrique (2019). *Ces femmes qui œuvrent au rayonnement scientifique de l'Afrique. Contenu : Portraits de chercheuses modèles (ex.: Rajaa Cherkaoui El Moursli).

RCAC & IRADDAC (2023). Défis et perspectives de la recherche scientifique en Afrique. Actes du colloque: Calenda, [lien](<https://calenda.org/1063190>).

Ministère tchadien de l'Enseignement supérieur (2024). Politique Nationale Genre 2019-2023.- Focus: Application de la loi sur la parité (2018).

UNESCO (2023). La carrière des femmes en sciences se heurte toujours aux préjugés de genre. - Statistiques clés: 28% de femmes en ingénierie, 22% en IA.

CRDI (2024). Plaider en faveur d'une action pour la parité entre les sexes dans le domaine scientifique.